

**CIBLE**

## Reniement

**L**orsque la droite était aux affaires, nous avions vivement dénoncé le projet sur les fonds de pension. Comme notre refus rejoignait celui de la plupart des socialistes, nous avons eu la naïveté de croire que leur retour au pouvoir entraînerait l'abandon total et définitif de cette idée pernicieuse.

C'est le contraire qui se produit : le 10 décembre, Lionel Jospin a annoncé qu'un projet sur les fonds de pension serait déposé devant le Parlement au printemps prochain. Nous aurons donc le temps de dénoncer cette machine à spéculer, dont le principe est opposé à celui de la solidarité nationale.

Mais il est un fait qui doit dès à présent être souligné : abrité derrière la réforme (largement illusoire) des 35 heures, Lionel Jospin a sacrifié les principes dont il se réclamait, renoncé à ses promesses, renié ses engagements.

Il y a encore beaucoup de socialistes en France. Mais le gouvernement et le parti dominant ne répondent plus à la définition du socialisme, qui implique la défense organisée des travailleurs et la protection des faibles.

Ne reste plus qu'une gauche libérale, sans projet ni volonté.

## EMPLOI

# Les travailleurs jetables

### Question

## A quoi servent les royalistes?

p. 12

### Passé

## Le devoir de mémoire

p. 2

# Quel devoir de mémoire ?

Que sommes-nous en train de faire avec certains aspects tragiques du proche passé ?  
Pouvons-nous garder ou retrouver notre mémoire grâce aux étranges reconstitutions qu'on nous présente comme la nouvelle vérité ?

Les royalistes ont leur mot à dire dans les débats qui tournent autour de la mémoire et du passé. A l'encontre de l'opinion répandue, nous ne sommes pas des nostalgiques enfermés dans le passé, mais des citoyens sachant faire la différence entre le passé (ce qui est mort ou révolu, mais dont nous gardons le souvenir) et la mémoire (ce qui, du passé, demeure présent, vivant, transmissible, enrichissant).

Le royalisme n'est pas une tentative dérisoire et maladroite de faire revivre le passé, mais une manière de se situer dans l'histoire, et de la faire « travailler » le présent. Bien entendu, nous n'ignorons pas que la mémoire est faite d'oublis (qui peuvent être « réactivés ») et que la matière historique est elle-même éclairée dans une vision de l'avenir. Enfin, nous avons une expérience concrète du travail de la mémoire, de sa nécessité, de ses pièges et des pathologies plus ou moins gra-

ves que la relation au passé peut entraîner.

Ainsi nous avons dit et redit que la guerre de Vendée était terminée et que nous ne supportions pas que des notables locaux (M. de Villiers) pratiquent le détournement de mémoire, la récupération de martyrs et le décompte morbide et intéressé de cadavres.

Notre fidélité à la mémoire et nos épreuves historiques nous rendent très attentifs à la manière dont les médias traitent le nazisme et Vichy à l'occasion du procès de Maurice Papon, et exploitent la tragédie communiste. Attentifs, mais dubitatifs. Que cherche-t-on à faire avec le passé ? Pourquoi cette promotion de Stéphane Courtois, alors que d'autres auteurs du livre collectif qu'il a préfacé, et tant d'autres ouvrages sur le communisme, méritaient attention et réflexion ? Que signifie au juste l'engagement du *Monde* dans cette affaire ?

Nous n'avons pas de réponses, mais nous souhaiterions que les terribles malheurs qui

ont marqué le XX<sup>e</sup> siècle soient évoqués avec prudence. Les grands historiens, les acteurs et les victimes (1) nous y incitent, et regrettent que de mauvais compilateurs d'archives et des journalistes en quête de sensationnel offrent n'importe quoi sur le marché de l'émotion. Notre expérience nous amène en outre à souligner ceci :

- le rappel des atrocités passées n'empêche pas qu'elles soient répétées dans de nouvelles conditions historiques : la dénonciation des crimes de Staline n'a pas empêché ceux des Khmers rouges. C'est la logique de la terreur qu'il faut mettre en question pour chaque idéologie et pas seulement pour le marxisme. Et c'est sur la garantie politique de la liberté qu'il faut veiller : moins d'État, selon le vœu des libéraux, c'est plus de violence.
- le décompte des cadavres est le degré zéro de l'Histoire. On peut faire des effets faciles en dénombrant les martyrs de l'anticommunisme, les victi-

mes des Croisades et celles de Gengis Khan, sans rien comprendre à la nature des événements. Cette comptabilité morbide est souvent une opération de propagande. Ou bien elle permet d'équilibrer les bilans par voie d'arbitrages, comme si les tragédies politiques pouvaient être ramenées au niveau d'une gestion de stocks. Derrière certains calculs compatissants qu'on effectue aujourd'hui, se cache la froide indifférence de médiocres comptables.

- la mise en équivalence du communisme et du nazisme implique la dévaluation du génocide des Juifs. Or il n'y a pas de commune mesure entre des massacres commis pour des motifs sociaux et idéologiques (qui laissent la possibilité d'une conversion ou d'un changement de statut) et l'assignation d'êtres humains à une « nature » fictive, ou plus précisément à une infra-nature selon laquelle ils sont systématiquement exterminés.

- se souvenir du passé ne signifie pas qu'il faille s'y enfermer. C'est ce qui nous menace : un ressassement étranger à ce qu'on appelle le « devoir de mémoire », une chasse aux sorcières qui transforme des antifascistes de toujours en révisionnistes cachés, des opinions péremptoires qui permettent à quelques folliculaires de proclamer la vérité du passé - alors qu'ils taisent par précaution les vérités du présent.

Les aboiements des « nouveaux chiens de garde » (2) ne sont pas l'expression d'une morale.

Jacques BLANGY

(1) cf. le témoignage de Simone Veil, évoqué dans notre n° 696.

(2) titre de l'excellent livre de Serge Halimi que nous présenterons dans notre prochain numéro.

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....  
Adresse : .....  
Profession : ..... Date de naissance : .....  
souscrit un abonnement de :  
☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)  
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

**royaliste**  
SOMMAIRE : p.2 : Quel devoir de mémoire ? - p.3 : Les retards de Philippe Séguin - Des diligences et des indiens autour... - p.4 : D'étranges paradoxes - Poliakov - p.5 : Vers une nouvelle guerre balkanique ? - p.6/7 : Restaurer le droit du travail - p.8 : L'imposture économique - Le crépuscule des Corses - p.9 : Histoire d'une jeunesse - p.10 : Une leçon - Amour ou haine de l'art ? - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial.  
RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs,  
75001 Paris  
Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.05.53  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. parit. 51700-ISSN0151-5772

# Les retards de Philippe Séguin

Après six mois de présidence du RPR, il semblerait normal d'observer les premiers signes de la renaissance de cette grande formation.  
Hélas, nous ne voyons rien venir.

Du côté droit, déconvenues en décembre. Dans notre précédent numéro, nous déplorions l'attitude démagogique et irresponsable des députés de l'opposition dans la discussion du projet de loi sur l'immigration. Comme il fallait s'y attendre, les dits députés ont continué de glisser sur cette pente jusqu'au moment du vote, accumulant sottises et déclarations xénophobes tout en se réjouissant de la réélection de François Guillaume qui a mené toute sa campagne sur les thèmes du Front national.

Ces comportements confirment, si besoin était, deux vérités connues depuis la plus haute antiquité :

1° Les êtres humains sont capables de persévérer très longtemps dans l'erreur (une quinzaine d'années quant à la tactique de la droite face au Front national) même lorsque cette erreur est préjudiciable à leurs intérêts.

2° Une troupe apeurée et livrée à elle-même est capable du pire et l'accomplit souvent. Tel est le cas. Ce ne sont pas les élus RPR qui sont les plus coupables de leurs errements, mais les chefs de leur formation.

Justement. Du président du RPR, on attendait un redressement, et l'esquisse d'une nouvelle position sur l'échiquier politique face à une gauche ralliée à la dogmatique libérale.

Or les déclarations de Philippe Séguin dans *le Monde* (10 décembre) et lors du Conseil national du RPR sont à tous égards décevantes. Le président du RPR a récusé la cohabitation comme facteur de « désunion nationale » - alors qu'il n'y a pas de tension sérieuse et encore moins de conflit majeur entre l'Elysée et Matignon. Il a pris parti banalement contre les 35 heures en oubliant sa déclaration tonitruante sur le « Munich social ». Il n'a même pas tenté, sur les questions de nationalité et d'immigration, d'esquisser une ligne de conduite plus fidèle à la tradition gaulliste. Il accuse le Parti socialiste de dogmatisme au moment où celui-ci se rallie à une version vaguement gauchie de la Pensée unique, ce qui nous conduit à trois questions abyssales : Philippe Séguin lit-il les journaux ? Lit-il ses discours avant de les prononcer ? Ou bien lance-t-il des « petites phrases » sans se préoccuper de leur véracité, simplement pour se démarquer de ses adversaires ?

Multiplier ainsi les regrets et les questions n'est de notre part qu'un signe d'impatience. Le président du RPR a annoncé que sa formation présenterait en début d'année un projet politique complet. Espérons encore et toujours voir renaître le gaullisme sur les cendres de la chiraquie...

Annette DELRANCK

# Des diligences et des indiens autour...

Lorsque vous avez 20 ans, que sous prétexte de vous trouver bronzés, la société tout entière vous refuse les mêmes droits qu'aux autres citoyens ; qu'on vous a déjà fait comprendre que vous êtes de trop ; qu'est-ce qu'il reste ? Rien. Sauf le vide affreux et la colère dérisoire, et parfois le petit plaisir de passer à la télé...

La série d'incidents et d'agressions qui ont touché les transports en commun, et notamment les bus urbains, a entraîné la réaction du gouvernement, qui a annoncé une série de mesures destinées à lutter contre la violence.

Ces mesures sont de trois ordres : elles visent à améliorer la prévention en multipliant le personnel au contact avec le public (principalement des « emplois-jeunes »), à développer les systèmes de sécurité (caméras de surveillance, cabines anti-agression...), et - bien sûr - à accentuer la surveillance policière et la répression des actes de violence.

Entendons-nous bien : ces agressions gratuites sont effectivement intolérables et le gouvernement doit les réprimer avec sévérité. Toutefois, nous devons constater que les mesures annoncées ne répondent en rien à la misère noire des cités, que les agressions vont donc inmanquablement se multiplier et que l'escalade répressive ne fait que commencer. Les choses sont pourtant claires :

D'une part, il faut être naïf, et à mille lieues étranger du quotidien des cités, pour ne pas voir dans ces agressions de bus un genre de concours, imbécile et dérisoire, de la cité qui fera le plus parler d'elle dans les journaux télévisés.

Tout est idiot dans ce jeu ; surtout sa règle, imposée par les médias eux-mêmes qui ne savent parler des banlieues

qu'en clichés stéréotypés et ne s'y déplacent que lorsque la violence explose.

D'autre part, il faut être aveugle pour ne pas constater que de véritables enclaves de misère se sont formées dans nos villes et que leurs habitants y tolèrent de moins en moins ce qui vient « du dehors » (c'est-à-dire du quartier d'à côté). Cette réaction est parfaitement logique : de leur côté, les habitants et les commerçants des quartiers riches multiplient depuis longtemps, et en toute impunité, les actes d'intolérance envers les pauvres et jeunes Beurs.

Nous constatons tous les jours que la loi de la République n'est pas appliquée partout avec un zèle identique et nous aimerions nous féliciter du même empressement du gouvernement à faire condamner les agressions racistes dont des jeunes sont quotidiennement victimes dans les commerces, dans les cafés, face à l'administration policière, dans la recherche d'un logement ou d'un emploi...

S'il faut que justice passe, elle doit observer partout une égale sévérité et le même souci du bien commun et de la paix civile. Tant que la stricte égalité des citoyens ne sera pas garantie, les indiens continueront d'attaquer les diligences qui traverseront leur territoire.

C'est simple et bête comme un western. A propos, où est passée la cavalerie ?

Jean-Yves LIGNEL

## Poliakov

C'est en compagnie de Philippe Caillex que j'avais rencontré Léon Poliakov, voici bien des années. Nous avions sollicité un entretien pour notre revue *Cité*, qu'il nous avait accordé avec son infinie gentillesse, et que nos lecteurs reliront avec grand intérêt aujourd'hui. Mais nous avons sur eux le privilège de conserver dans notre mémoire la musicalité de ses paroles qui adoucissait la gravité de ses propos.

Notre dette à l'égard de l'historien de l'antisémitisme est immense. Comme beaucoup de chercheurs et de militants, Léon Poliakov était et restera pour nous un maître, lu, médité et souvent cité auquel Gérard Leclerc rendra hommage dans notre prochain numéro. Un maître qui nous honorait de son amitié, qui lisait attentivement *Royaliste* et qui partageait, sur l'essentiel, notre conviction. Nous conservons précieusement une lettre dans laquelle Léon Poliakov confie qu'il était devenu royaliste au sortir de la guerre « *mais théoriquement, voire secrètement* ».

Cette adhésion théorique n'allait pas sans engagement puisque Léon Poliakov faisait volontiers connaître notre journal à ses amis. Début novembre, il m'avait adressé une lettre fort chaleureuse au sujet de mon livre sur le Front national, et m'annonçait « *une ou deux recensions* » dans *L'Arche* ou *Passages*. Je n'imaginais pas qu'il nous quitterait aussi vite...

A Madame Poliakov, j'adresse au nom des rédacteurs de *Royaliste* et de *Cité*, mes très vives condoléances.

Bertrand RENOUVIN

## D'étranges paradoxes

La crise asiatique provoque des réactions bizarres et fait apparaître de nouvelles théories qui nous permettent de ne rien comprendre aux désordres du monde, et même de ne pas les voir.

La Corée du Sud en pleine débâcle. Le système financier japonais ébranlé jusqu'au tréfonds. Le Brésil touché. La Russie affectée. Wall Street à la baisse... Ces phénomènes pour le moins inquiétants provoquent en Europe occidentale et aux États-Unis des réactions qui seraient amusantes ou franchement comiques si nous ne savions que la crise du système financier accroît les misères du monde et en provoque de nouvelles.

Justement. Nous serions en droit d'obtenir des informations sûres, assorties de réflexions à haute teneur pédagogique. Il n'en est rien. Le bavardage médiatique et politique que nous laissons dans l'ignorance quand il ne favorise pas la méconnaissance et l'incompréhension. Pour preuve ces étranges paradoxes :

**Paradoxe médiatique :** la crise asiatique est spectaculaire (suicides de financiers, foules qui se pressent aux guichets des banques) mais l'information télévisée reste d'une discrétion extrême. Il est probable que les patrons des différentes chaînes ont pris conscience de leurs responsabilités et qu'ils ne veulent rien faire qui puisse déclencher en Europe un mouvement de panique. Il y a donc deux types de responsabilités : celle de ne pas nous informer afin de ne pas déclencher l'impul-

sion de vente des actions ; celle de nous informer longuement et en images sur les impulsions violentes qui ne menacent pas les gens importants (cailloux sur les autobus, prostitution des enfants...). Comme l'information elle-même, l'exercice de la responsabilité est précisément hiérarchisé : promotion du fait divers, camouflage du mouvement de fond - avec le risque d'une dégradation de la situation financière qui surprendrait et ruinerait les petits épargnants qui regardent TF1 et France 2.

**Paradoxe de la mondialisation.** Nous n'avons pas compris qu'il n'y avait pas une, mais deux mondialisations :

1° **La bonne.** Génialement conceptualisée par Alain Minc comme « mondialisation heureuse » c'est celle qui fait baisser les prix, augmenter les profits et réduire les salaires. Cette mondialisation est vraiment mondiale dans la mesure où elle répand le bonheur sur la terre.

2° **La mauvaise.** C'est celle qui produit des catastrophes en chaîne sur les marchés asiatiques, mais c'est une fausse mondialisation. Pourquoi ? Parce qu'elle est régionale ! Le mal jaune est par définition limité à l'Asie et ne peut contaminer l'Occident : l'internationalisation des mouvements de capitaux, qu'on présentait cet été encore

comme totale et irréversible, se heurte maintenant à des barrières géo-raciales qui protègent les capitalistes vraiment riches et vraiment sérieux.

**Paradoxe du trépied.** Des centaines de milliers d'articles sur le développement du monde tripolaire (Europe-Japon-États-Unis) ne nous permettent pas de comprendre comment ce trépied pourrait rester stable alors que le pied japonais, rongé par les termites (spéculation, corruption, gestion démente), menace de rompre. Rester assis sur un trépied à deux pieds : nous sommes vraiment forts, nous les vrais occidentaux !

**Faux paradoxe de Minc.** Chaque fois que notre expert multicarte annonce un événement important (par exemple la « finlandisation » de l'Europe) c'est le contraire qui se produit (l'effondrement du sovietisme « finlandisateur »). L'annonce d'une mondialisation « heureuse » nous fait donc craindre les ravages de la mondialisation malheureuse. Mais il est possible que notre Alain Minc soit un adepte de la logique Shadock qui consiste à additionner le maximum d'erreurs pour énoncer, une fois au moins, une vérité. Mais, en l'occurrence, cette vérité heureuse de la mondialisation serait que la mondialisation n'a jamais existé.

Comme quoi on peut lire le titre du dernier livre d'Alain Minc et plonger dans des abîmes de pensée. Ou des pensées en abîmes. Ou des pensées abîmées. Comme vous voudrez...

Sylvie FERNOY

## Vers une nouvelle guerre balkanique ?

Les incendiaires sont à l'oeuvre de plus belle dans le quart sud-est de l'Europe. Après avoir rallumé le brûlot chypriote (1), les internationaux attisent la mèche du Kosovo et se prennent à rêver à l'étincelle de Pale.

Il est en effet incompréhensible que l'on veuille, dans une instance internationale réunie début décembre à Bonn pour évaluer les progrès réalisés sur le volet civil des accords de Dayton, lier la question de la Bosnie-Herzégovine et celle du Kosovo. Un tel amalgame ne peut que faire le jeu des radicaux en Serbie même. Le Bosno-serbe qui les dirige, Vojislav Seselj, fait du Kosovo l'un de ses thèmes favoris comme l'avait fait Milosevic qui s'en était servi comme tremplin pour son accession au pouvoir à Belgrade. Les élections présidentielles serbes du 21 décembre redonneront peut-être le score obtenu lors de celles invalidées en octobre. Même si une manipulation massive permet à Milosevic de garantir sa succession, la communauté internationale ne peut pas continuer à avoir deux poids deux mesures. Elle aura tôt fait de fermer les yeux sur les conditions de la victoire de son protégé à Belgrade si elle peut elle-même avoir les mains libres pour modifier le système électoral en Bosnie afin de faire gagner une coalition favorable aux accords de Dayton.

Cette ligne a été réaffirmée à Bonn le 9 décembre par M. Védrine lui-même après s'être rendu en Bosnie avec son homologue allemand M. Kinkel et bien avant que la France n'encoure les foudres de Mme Arbour, procureur près ce tribunal. Pourquoi donc en vouloir tant à la France qui adhère à la thèse officielle ?

Pour deux raisons principales : l'échec relatif de la présidence du Parlement bosno-serbe aux élections de la Republika Srpska fin novembre. Dans la partie occidentale, à Banja Luka, tenu par l'armée britannique, Mme Plavic a bénéficié de toutes les facilités. Pour autant, son succès n'y a pas été massif. En zone orientale, de Pale à la côte dalmate, tenue par le contingent français, elle n'a pas effectué la percée escomptée. Du coup, les responsabilités sont vite trouvées. Faute d'avoir réussi par la voie électorale, il n'y a plus d'autre alternative que d'exiger la reddition des Serbes de Pale et au-delà de remettre en cause l'affectation des zones par

l'OTAN, c'est-à-dire en clair d'enlever la sienne au contingent français.

La seconde raison est d'influer sur le débat actuellement en cours aux États-Unis et au sein des instances de l'OTAN sur la redéfinition des effectifs et du mandat de la force internationale. Si la SFOR est transformée de force de maintien de la paix en force de police, si donc on a recours à des forces de police ou de gendarmerie de préférence à des contingents militaires, l'on craint dans certains milieux que cela n'avantage les pays de la région : France, Italie, Espagne, au détriment des Britanniques, des Allemands et des Américains qui en ce domaine ne savent pas faire.

Les Français sont clairement des empêcheurs de tourner en rond. Ils osent affirmer tout haut ce que tout le monde pense tout bas : que l'on ne peut pas vouloir à la fois un développement économique intégré de la Bosnie et discriminer l'aide vallée par vallée, ville par ville, voire maison par maison ; que l'on ne peut pas non plus vouloir l'inculpation comme préalable à la réconciliation. L'Afrique du Sud est un excellent exemple du contraire : une réconciliation préalable éventuellement (mais le plus souvent non) suivie d'inculpations mais dans un contexte délimité à l'avance. Ceux qui ont su résister à cette tendance répressive et fausement moralisatrice en Afrique du Sud, pays du juge Goldstone prédécesseur de Mme Arbour, auraient des leçons à donner à La Haye.

Yves LA MARCK

(1) Voir notre article, hélas confirmé au dernier sommet de Luxembourg, paru dans le dernier numéro (697) de *Royaliste*.

♦ **SUEDE** - C'est des mains du roi Charles XVI Gustave que, le 10 décembre, le Français Claude Cohen-Tannoudji, lauréat du prix Nobel de physique, a reçu les insignes du prix ainsi qu'une médaille d'or à l'effigie d'Alfred Nobel.

♦ **MAROC** - La visite de Lionel Jospin au Maroc, le 17 décembre, a été marquée de gestes symboliques forts qui détonnent avec les précédents rapports entre les socialistes français et le royaume alaouite. Dès son arrivée à Rabat, le Premier ministre a tenu à rendre hommage au père du Roi en allant se recueillir au mausolée Mohammed V. C'est ensuite le roi Hassan II qui a remis personnellement à Lionel Jospin le grand cordon du Ouissam Alaouite, la plus haute distinction du royaume. Cette cérémonie précédait un entretien en tête-à-tête entre le Roi et le Premier ministre français dont la durée exceptionnelle a frappé les commentateurs. C'est enfin les déclarations de Lionel Jospin reconnaissant « le constant approfondissement de la démocratie marocaine » sous l'impulsion du Roi et constatant « qu'il ne faut pas aborder les problèmes d'aujourd'hui avec des lunettes d'hier quand la réalité bouge ».

♦ **ITALIE** - Une étape importante vient d'être franchie pour l'abrogation de l'alinéa de la Constitution de 1947 interdisant aux descendants mâles des rois de Savoie de rentrer sur le territoire italien. La chambre des députés s'est en effet prononcée favorablement, le 11 décembre, par 276 voix contre 204, sur la proposition de modification faite en mai dernier par le gouvernement de centre-gauche de Romano Prodi. Ce sera maintenant au tour du Sénat de se prononcer avant que le projet ne revienne pour un vote définitif devant la Chambre. A l'annonce de la nouvelle le roi Victor-Emmanuel a transmis ses remerciements au Parlement italien et exprimé son souhait de pouvoir « rentrer dans notre pays en Italie parmi les Italiens, sans aucune considération politique et dans le respect de la Constitution et des lois de l'Etat ». De son côté, son fils Emmanuel-Philibert, prince de Venise, a déclaré : « C'est un merveilleux cadeau de Noël, mais la route est encore longue avant le retour dans notre pays ».

♦ **CAMBODGE** - Selon Sam Rainsy, l'un des chefs de l'opposition cambodgienne, un compromis serait en vue pour mettre fin à la guerre ouverte qui oppose les deux co-Premiers ministres, Hun Sen, l'homme-fort du moment, et le prince Norodom Ranariddh actuellement en exil. Le premier ferait, comme il l'exige, traduire le second devant un tribunal sous l'accusation de trafic d'armes et de négociation avec les khmers rouges. Mais, dès la sentence rendue, le roi Norodom Sihanouk prononcerait une amnistie, ce qui permettrait à son fils de rentrer au Cambodge et de participer aux élections générales de mai prochain.

**G**érard Filoche, membre du conseil national du PS, animateur de la Gauche socialiste, est aussi inspecteur du travail dans le troisième arrondissement de Paris. Son livre est le constat de la dégradation des conditions de travail dans une société ultra-libérale où l'être humain est utilisé, sur-exploité puis jeté. Il a accepté de nous expliquer pourquoi la réduction de la durée du travail ne sera efficace que si elle s'accompagne d'une réforme générale de la répartition du temps de travail.

■ **Royaliste : Quels constats vous ont poussés à écrire ce livre ?**

**Gérard Filoche :** Les soixante-dix ou quatre-vingt anecdotes que je raconte dans mon livre sont toutes authentiques. Je travaille dans un secteur où il y a trois mille cinq cent entreprises. La plupart ont moins de dix salariés. Cela m'a amené à découvrir le monde des petites entreprises, qui sont pour l'instant exclues du projet de loi sur le passage aux trente-cinq heures de Mme Aubry.

Il y a en France un million d'entreprises de moins de dix salariés qui font travailler 3 200 000 personnes, environ 150 000 entreprises de onze à quarante-neuf salariés qui font travailler 3 700 000 personnes. Il y a donc plus de sept millions de salariés qui travaillent dans les « moins de cinquante », c'est à dire là où il n'y a pas de comité d'entreprise et rarement des délégués du personnel (une fois sur cinq). La loi qui dit que les salariés s'expriment par l'intermédiaire de leurs délégués n'est donc pas respectée pour plus de six millions de salariés. C'est un chiffre à méditer pour comprendre le drame d'un manque de syndicats et de délégués qui conduit à ce que j'appelle « le moyen âge en matière de droit du travail ». C'est dans ces PME qu'il y a la plus grande précarité, les durées de travail les plus longues - mais aussi les

plus courtes car dans les « moins de dix » un tiers des salariés sont officiellement à temps partiel. C'est aussi là que les conditions d'hygiène, de sécurité sont les pires, et les salaires les plus bas. Ces facteurs empêchent toute vie sociale et politique, c'est au sein de ces entreprises que l'on constate le plus fort taux d'abstention aux élections syndicales.

■ **Royaliste : Quels sont les effets de ces conditions de travail sur les salariés ?**

**Gérard Filoche :** On rencontre dans ces petites et moyennes entreprises les nouveaux pauvres du salariat : ils ont certes un salaire mais ils donnent leur vie pour l'avoir. Ils ne survivent alors que par le moyen de durées de travail absolument considérables. Au contraire de ce que disent les médias, je pense que les durées de travail pour les millions de gens qui travaillent n'ont pas baissé, mais augmenté considérablement. Dans la restauration, les journées dépassent allégrement les quinze heures. Si par chance un salarié ose se présenter comme délégué syndical et est élu, la direction le brise rapidement en lui confiant des tâches particulièrement épuisantes. Également, et cela ne vaut pas que pour la restauration, il y a des interprétations très surprenantes sur la durée du travail. Par exemple le plongeur d'un restaurant travaille onze heures payées huit

car il est censé se reposer entre les différentes assiettes ! Pourtant on ne peut pas dire que la concurrence internationale ou l'avancée technologique menacent la profession.

■ **Royaliste : Les situations de sur-exploitation sont donc courantes...**

**Gérard Filoche :** Oui ! Elles sont subies par des gens à bas salaire qui n'ont pas forcément le choix. Et cela alors qu'il y a cinq millions de chômeurs... Les cadres ne sont pas épargnés, ils refusent même de se conformer à la durée maximum du travail qui est de dix heures par jour. Ensuite, à 55 ans après leur premier infarctus, ils reviennent sur leur lieu de travail mais on les a déjà remplacés.

Tous ces salariés, qu'ils soient cadres, artisans, ouvriers, ne font pas tous soixante-dix ou quatre-vingt heures par semaine, mais ces dépassements concernent cependant environ soixante-dix pour-cent des cas. Mes chiffres sont certes approximatifs et on me le reproche. Mais à la différence des moyennes trompeuses de l'INSEE, les cas dont je parle sont concrets.

■ **Royaliste : En quoi les chiffres des instituts de sondages sont-ils trompeurs ?**

**Gérard Filoche :** Le bon statisticien, pour faire ses moyennes, enlève certains paramètres (quelques jours de maladie, d'absentéisme ainsi que les

congés payés), il inclut également les 3 600 000 salariés à temps partiel. Il est facile avec de telles méthodes d'en arriver à une durée moyenne de trente-huit heures de travail par semaine. Cette méthode est d'ailleurs conforme à celles des pays étrangers.

■ **Royaliste : Que pensez-vous de la réforme des trente-cinq heures ?**

**Gérard Filoche :** L'expérience de terrain est très importante : de là peut partir la conviction que la réduction du temps de travail crée de l'emploi. Et surtout que cette réduction doit concerner les entreprises de moins de vingt

salariés. Jusqu'en 2002, près de quatre millions de salariés vont être exclus de cette réforme. C'est une stupidité. Certains patrons de ces petites entreprises sont eux-même conscients de la nécessité du passage aux trente-cinq heures. Ils savent très bien qu'en fixant le seuil de moins de vingt salariés, cela va pousser de nombreux patrons à diviser en deux leur entreprise, la sous-traitance va alors augmenter.

■ **Royaliste : La sous-traitance est-elle dangereuse ?**

**Gérard Filoche :** C'est même une catastrophe ! C'est une externalisation des gran-

des entreprises qui utilisent de plus petites unités en contournant les seuils sociaux et en baissant les prix. Dans le bâtiment cette pratique est systématique. Chaque entreprise sous-traite à une autre, et au bout de cette chaîne se trouve une entreprise qui emploie des intérimaires - souvent immigrés - qui travaillent dans des conditions de risques effroyables. Neuf immigrés sur dix qui travaillent dans le bâtiment ne vivent pas jusqu'à soixante ans. A quarante ans tous en paraissent déjà soixante.

■ **Royaliste : La question des heures supplémentaires est aussi un obstacle à la réalisation des trente-cinq heures...**

**Gérard Filoche :** En France il y a 1 200 millions d'heures supplémentaires par an, ce qui correspond à 680 000 emplois. La loi prévoit deux types de durée du travail : celle qui est légale - de trente-neuf heures - et celle qui est maximum, de quarante-huit heures. Cette dernière est dite « d'ordre public », ce qui veut dire que quand on la dépasse on crée un trouble manifeste de l'ordre. C'est un délit. Tout patron qui fait travailler son employé plus de quarante-huit heures est un délinquant. Bien sûr cette loi n'est pas respectée ! Mon idée était donc de baisser la durée maximale légale (de quarante-huit heures à quarante heures) en même temps que l'on passerait aux trente-cinq heures.

De plus, quand on parle des trente-cinq heures, le petit mot « hebdomadaire » qui l'accompagne tend à disparaître de plus en plus. On ne le trouve même pas une seule fois dans la déclaration de M. Jospin sur les trente-cinq heures. Les trente-cinq heures hebdomadaires ne doivent pas être confondues avec les trente-cinq heures « en moyenne ». La moyenne signifie une alternance d'une semaine de trente heures et d'une semaine de quarante-huit heures ! Ce qui rendra les heures supplémentaires invisibles et impayées tout en flexibilisant davantage. Inutile de penser à une quelconque vie sociale dans ces conditions.

■ **Royaliste : Il y a-t-il des solutions pour lutter contre le chômage ?**

**Gérard Filoche :** La concurrence d'Asie du Sud-Est est toujours évoquée par certains économistes pour expliquer les besoins des entreprises à flexibiliser et à exploiter davantage les salariés. Pourtant soixante-dix pour-cent de nos échanges se font à l'intérieur de l'Europe. Les échanges avec l'Asie du Sud-Est ne représentent pas plus d'un point et demi. La France va aujourd'hui dépasser les 160 milliards d'excédents commerciaux : cela fait cinq ans que l'on bat nos records en ce domaine.

Tout cela signifie que nous ne sommes pas soumis à la concurrence internationale mais que c'est nous qui en sommes les bénéficiaires. Faire peser sur les salariés la menace des travailleurs d'Asie est une escroquerie intellectuelle. Est-ce la concurrence internationale qui oblige les serveuses de restaurant à faire seize heures par jour ? C'est pour cela que je pense que le chômage n'est pas une horreur économique, mais une horreur politique. Le chômage est un instrument de chantage permanent sur les employés. Le chômage sert à imposer le sur-travail.

Le noeud du problème se trouve dans la répartition du temps de travail : on est passé de 40 heures en 1936 à 39 heures en 1982 et on produit trois fois plus que dans les années 50. On nous dit que c'est la crise et qu'il faut travailler plus. Mais s'il y a

crise c'est que nous produisons tous plus sans que la durée du travail ait suivi. Tous les facteurs de lutte contre le chômage (flexibilité, baisse de l'inflation...) ont été mis en place, pourtant le chômage n'a pas baissé. En fait tout ce qui était censé faire baisser le chômage l'a fait monter. Juppé ne disait-il pas vouloir supprimer 30 000 emplois de fonctionnaires pour lutter contre le chômage ? Pourtant, il est évident que nous n'avons pas trop de fonctionnaires.

■ **Royaliste : Que faire ?**

**Gérard Filoche :** La puissance publique doit intervenir. S'il n'y a pas de contrôles aucun changement n'est possible. Il y a des moyens de peser sur les entreprises, en limitant la sous-traitance qui est violemment déréglementée. Il faut aussi diminuer les avantages économiques de la sous-traitance. Il faut ensuite donner des droits aux élus du personnel et aux comités d'entreprise, pour créer les conditions de la négociation. Cela parce que les Inspecteurs du travail ne seront jamais assez nombreux pour faire respecter les lois. Leurs moyens de contrôle sont en effet dérisoires : il y a 1245 agents de contrôle pour 1 200 000 entreprises. Et sur le million d'infractions annuelles, vingt sept mille procès sont dressés dont les trois quart seront classés sans suite. La moyenne des amendes est de cinq mille francs et les rares peines de prison (quand il y a des morts) ne dépassent pas deux mois. Il faut enfin réglementer les horaires en instituant deux jours de repos consécutifs et rendre les heures supplémentaires plus coûteuses que l'embauche.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

Gérard Filoche  
**Le travail jetable**

prix franco 120 F

35 HEURES

# Restaurer le droit du travail



## L'imposture économique

Il n'y a pas de honte à ne rien comprendre à l'économie telle qu'on l'enseigne et telle qu'on l'assène, puisque cette fausse science est incapable de se concevoir par elle-même.

Certains livres sont tués par les apparences d'une couverture ratée et d'un titre ambigu. Celui de Michel Musolino (1) court ce risque, puisqu'il a l'allure d'un pamphlet rédigé par un fabricant de bêtisiers, alors qu'il s'agit d'un excellent ouvrage, riche de savoir et d'une grande intelligence critique, mûrement réfléchi par un professeur d'économie qui a une vingtaine d'années de métier.

Familier des grands auteurs (qu'il a effectivement lus), spécialiste des crises et des fluctuations (donc historien de la matière qu'il enseigne), observateur attentif de la conjoncture (et des discours par lesquels on prétend l'analyser), Michel Musolino rappelle que l'économie est incapable de définir son objet : elle porte sur des moyens, non sur des finalités.

D'où les déceptions théoriques et pratiques que provoquent l'activité économique, qui s'accomplit hors de la conscience du temps, et de toute mémoire historique. Cette amnésie provoque l'optimisme des grands professeurs (qui annonçaient dans les années soixante qu'on ne reverrait jamais une grande dépression), des grands auteurs (Karl Marx prévoyait que le socialisme triompherait en Suisse), des conjoncturistes et des boursiers. Jusqu'à ce que l'événement, jamais prévu, vienne démentir toutes les prévisions et discréditer les

schémas à la mode (celle de Rostow, bien oublié) et les théories sur les cycles.

Cette critique de l'imposture économique n'est pas dictée par une volonté nihiliste de déconstruction. Michel Musolino nous donne envie de lire ou de relire Ricardo, Marx, Galbraith, Perroux, et le bon maître André Piettre, injustement oublié. C'est cette solide culture qui lui permet de nous convaincre, de manière simple, ironique et élégante, de la nullité de l'idéologie libérale, qui masque sous des apparences scientifiques (courbe de Laffer, etc.) l'idéologie ultra-réactionnaire de Milton Friedman et les conceptions racialisantes de George Gilder et de Gary Becker.

Ce livre, magnifiquement libérateur, se conclut par un plaidoyer pour le retour à l'économie politique (le pouvoir politique souverain se donnant l'économie comme moyen) et par un slogan : « Il ne faut plus laisser faire, il ne faut plus rien laisser passer ». Telle est bien notre conviction.

Maria DA SILVA

(1) Michel Musolino - « L'Imposture économique, Bêtises et illusions d'une science au pouvoir » - Textuel, 1997 - prix franco : 120 F.

**Le royalisme, histoire et actualité**  
par Bertrand Renouvin - prix franco 198 F

## Le crépuscule des Corses

A l'encontre de tous les folklores, Nicolas Giudici nous permet, enfin, de comprendre le drame corse, à la fois spécifique et profondément inscrit dans la culture méditerranéenne.

A chaque page, on regrette que le *Crépuscule des Corses* (1) n'ait pas été publié un quart de siècle plus tôt, peu avant ou peu après l'affaire d'Aléria, car ce livre aurait évité à tous les protagonistes du drame qui se joue dans l'île de Beauté, beaucoup de fautes de jugement, d'erreurs d'appréciations et de réactions désastreuses ou simplement maladroites. Mais on n'oublie pas un instant que c'est la crise elle-même qui a enfanté ce livre écrit par un Corse qui aime passionnément sa terre natale et qui sait prendre toute la distance nécessaire à la compréhension de ce qui la détruit.

Comment prendre de la distance sans perdre sa passion ? Par l'étude. Nicolas Giudici a accompli un immense travail de recherche : histoire et sociologie corses, anthropologie des peuples méditerranéens, histoire coloniale française, économie du tourisme, retour sur l'Antiquité, analyse des guerres civiles de Bosnie et d'Algérie, évocation de la Mafia sicilienne, questions agricoles, transferts sociaux...

Le défricheur aurait pu se perdre. Au contraire. Le livre

qui résulte de ces travaux donne tout son sens à la question corse : les mots-clés (clans, clientélisme, terrorisme) retrouvent leur densité, et leur place exacte dans l'analyse d'une crise complexe qui est à la fois le résultat de la décolonisation (le Corse agent de la colonisation reprend le langage et imite les méthodes du colonisé qu'il a combattu), la conséquence des aveuglements des autorités politiques, mais aussi l'expression sanglante de la sociabilité corse. Le familialisme (à quoi se réduit le politique), l'horreur de l'économie (qui explique la réaction anti-touristique), la logique de l'honneur et la vendetta (si contraires à l'État de droit) montrent comment et pourquoi certains ont rêvé de transformer l'île de Beauté en une sorte de Cuba, alors qu'elle était déjà « le dernier pays de l'Est ».

Dures vérités, qui devraient éclairer désormais le débat sur l'avenir de la Corse, et qui sont d'autant plus importantes qu'elles procèdent d'une forte analyse théorique et concrète de la lancinante question de l'identité.

Si tous les journalistes travaillaient autant et aussi bien que Nicolas Giudici, le débat politique cesserait d'être dérisoire.

Jacques BLANGY

(1) Nicolas Giudici - « Le Crépuscule des Corses » - Grasset, 1997 - prix franco : 142 F.

## Histoire d'une jeunesse

Ce n'est pas par hasard que Jean-Paul Dollé cite *Notre jeunesse* de Péguy en exergue de son dernier livre : « Nous voulons bien avoir été bernés, mais nous voulons avoir été grands ». C'est aussi l'histoire d'une jeunesse qu'il a écrite, sa jeunesse à lui qui n'est pas celle de toute une génération, loin s'en faut, mais qui comme celle de Péguy a valeur emblématique. Ceux qui ne participèrent à aucun des combats de ces jeunes gens de leur âge ne peuvent s'empêcher d'éprouver un sentiment de proximité à leur égard, même si leur histoire à eux s'est déroulée presque totalement ailleurs. C'est que le combat de ces militants qui tournent autour de l'Union des étudiants communistes des années soixante eut le privilège de s'inscrire dans un moment décisif, celui qui prépara mai 68.

Il est vrai que mai 68 est l'événement le plus ambigu qui soit, un festival de métamorphoses inouïes. Le cas de Pierre Goldman, dont Dollé a choisi de nous donner l'exemple, comme tout entier révélateur de ce moment, est ici aussi déterminant. En mai 68, Goldman qui fut de tous les combats du Quartier latin et au cœur de l'effervescence révolutionnaire sans laquelle rien n'aurait été possible, ne comprend pas ce qui se passe. D'ailleurs, il est en coulisse, clandestin qui se prépare à partir pour les maquis du Venezuela. Comme tel dirigeant maoïste d'alors, il aurait pu en faire une dépression nerveuse. Rien ne correspondait à la théorie. Il attendait le combat armé, le sang versé pour signer l'alliance des étudiants et des ouvriers. La Sorbonne devait être transformée en bastion militaire... Au lieu de cela, « les gens veulent parler, comprendre, ne plus obéir bêtement, ni se faire voler leur vie ; ils ne veulent pas prendre le pouvoir, encore moins déclencher une guerre civile... ». Mort de la révolution à l'heure où le plus doué pour elle pensait qu'elle était l'horizon indépassable et inéluctable.

C'est un peu la genèse de cet échec que nous décrit Jean-Paul Dollé au travers de son héros, l'insoumis métaphysiquement pur, le chimérique si l'on veut, mais si vrai dans sa folie. Goldman échappe au non-sens par une fidélité authentique, celle qui le tient tout entier héritier de la tragédie de la guerre. Juif polonais marqué à jamais par Auschwitz, il assume sa judéité à sa façon. Athée, il ne peut se reconnaître dans le Dieu de son peuple ou dans sa culture. Le peuple juif « ressemble au prolétariat pensé par Marx. Ce n'est pas une réalité sociologique ou nationale, mais une lutte pour l'émancipation ». A certains moments, la réalité du danger pour Israël le fera complètement solidaire de son peuple. Mais le plus souvent, son aventure solitaire le mit dans les dispositions instables du personnage sartrien en projet. Mais quel projet ?

Complètement investi dans leur combat, Goldman est également différent de ses camarades par « un aristocratism d'individu séparé, qui le rapproche beaucoup plus du côté hidalgo de Camus ; une certaine élégance, une arrogance machiste qui l'éloigne de la mythologie populiste du Front populaire ». Révolutionnaire et individualiste, solitaire et solitaire. Il est difficile de condenser le portrait que Jean-Paul Dollé trace de celui qui fut son ami. Tout l'art du

livre est dans la complexité du héros, que l'on pourrait aussi croire sorti d'un roman de Dostoïevski. Goldman est en relation directe avec les « Possédés », mais non sans possibilité de salut, ne serait-ce que par une femme qui pouvait bien ressembler à la Sonia de « Crime et Châtiment ».

Si le héros est devenu braqueur, c'est faute de révolution à se mettre sous la dent, c'est faute de destin ordinaire, et surtout à cause d'un malaise métaphysique et moral : « Bref, il se sent comme entraîné par une force qui dans son dos le pousse à commettre l'irréparable, pour mettre fin à sa vie depuis le début irréparable, puisqu'elle est venue, alors que dans ce temps-là - sa naissance - la mort seule était au rendez-vous ». On sait, comment cet inexorable se produira, par un meurtre signé par un groupe appelé *Honneur de la Police* dont on ne retrouvera jamais les auteurs.

Goldman symbolise le rêve inabouti de cette jeunesse. C'est un roman que sa vie et Dollé l'écrit avec bonheur, en nous restituant tout le débat idéologique et politique d'une époque, ainsi que sa couleur locale, le goût d'exotisme qui passe par la fête cubaine et cette violence qui entraîne son héros à vouloir changer de peau. Une sorte de contre-épreuve des « *Déracinés* » de Barrès ?

par Gérard Leclerc



Mais les camarades de Jean-Paul Dollé, comme lui-même, ne manquent pas de lucidité, ils percent leur propre brume au point de saisir le romantisme qui les apparente à leurs adversaires fascistoïdes.

La singularité d'un seul homme s'affirme sur le fond de ce milieu révolutionnaire dont les passions et les querelles ne sont pas toutes les siennes. L'auteur les décrit avec une rare précision. A l'art de l'essayiste il joint celui du memorialiste qui excelle dans les portraits. Il y en a toute une galerie. Celui de Roland Leroy semble d'une exactitude cruelle, avec ses allures de dandy et son tempérament réel d'apparatchik. « Pour le reste, bureaucrate implacable, retors et menteur quand il faut, brutal, sans aucun état d'âme. Servile devant plus haut que lui et cassant, méprisant, quand il sent qu'il n'y

a aucun risque à humilier. Bref, comme beaucoup de dirigeants du P.C.F., un Rastignac conforme et conformiste, qui s'est cru un instant un bolchevik et qui depuis se rattrape ».

J'ai beaucoup aimé aussi le portrait de Louis Althusser qui rend totalement compte de sa pensée. « Mais surtout, je suis ébloui par l'accord qui existe chez Althusser entre la précision et la clarté de la parole et la netteté, l'évidence de sa présence corporelle. Le grain de sa voix semble s'ajuster très précisément avec la densité de ses mots. [...] Pour lui, les concepts sont des blocs sensibles, doués de propriétés matérielles, dureté, souplesse, résistance, et la pensée prend corps ». Sartre lui-même n'avait-il pas été mis en difficulté par ce prodigieux dialecticien, « ce cogito invisible qui pense et transmue toute chose et tout être en objet pour son oeil omnivoyant »...

Mais, dira-t-on, ne sommes-nous pas transportés ainsi à des années lumières de notre temps à nous, où Goldman, Althusser sont devenus complètement anachroniques ? Certes, le décalage vertigineux s'impose, et avec lui l'hypothèse d'une erreur radicale. Bien des militants venus d'alors ont su mener leurs évolutions, non sans avoir été préparés par leur formation dialectique. D'autres, moins disposés à s'accommoder, ont fermé leurs poings dans leurs poches, en jurant qu'ils ne cautionneraient jamais l'injustice. Le temps de la Révolution telle qu'elle fut rêvée est passé. Celui des révoltes ne passera jamais, annonçant peut-être d'autres révolutions.

Jean-Paul Dollé - « L'insoumis - vies et légendes de Pierre Goldman » - Grasset, prix franco : 125 F.

# Une leçon

**L**uciano Bolis fut un des responsables de la résistance génoise. En février 1945, il est arrêté par les fascistes italiens qui, comprenant très vite qu'ils ont affaire à un « gros poisson », le soumettent aux tortures les plus épouvantables.

Hanté par la peur de faillir et de dénoncer ses camarades, Bolis décide un soir d'en finir et se tranche les poignets puis la gorge. Lorsque ses geôliers le découvrent il vit toujours. Transporté agonisant à l'hôpital (il faut qu'il parle...), il se rétablira à l'insu de ses gardes, et la Résistance le fera évader d'une manière rocambolesque. La mort ne voulut finalement de Bolis qu'en 1993.

Dès sa convalescence, il avait rédigé un compte-rendu de sa terrifiante expérience. Publié en 1946 en Italie, ce texte court et bouleversant n'avait jamais été traduit en français, ce que vient de faire un éditeur lyonnais.

Outre la formidable leçon de courage, et outre le détachement dont Bolis fait preuve vis-à-vis des souffrances subies qu'il décrit de façon très clinique, ce livre impressionne et déconcerte, par le témoignage de la grandeur dont les hommes sont capables lorsqu'ils sont portés par la conviction et opposent la raison à la force brutale, et par la compassion attristée dont le héros fait preuve à l'égard de ses bourreaux.

Texte très dur mais aussi splendide chant d'espoir envers une humanité qui pense et qui croit, qui doute, se relève et finit par triompher d'elle-même.

J.-Y. LIGNEL

Luciano Bolis - « **Mon grain de sable** », traduit de l'italien par Monique Baccelli - Éd. La Fosse aux Ours - prix franco : 102 F.

# Amour ou haine de l'art ?

Si l'art reflète l'état d'une société ou préfigure son devenir, la nôtre serait mal en point ainsi qu'en témoignent les polémiques qui, depuis le début de la décennie, font rage au sein du monde clos de l'art contemporain.

**C**inq essais parus récemment (1), faisant suite à une campagne menée par la revue *Esprit* et au pamphlet de Jean-Philippe Domecq (2), mettent aux prises critiques, philosophes, artoparthes, artocrates, art'nauteurs ou snobin'arts, sans que jamais ne soient consultés les principaux intéressés : les artistes et le public.

En fait, cette « crise » serait à mettre en parallèle avec l'effondrement du « marché ». Juste retour de bâton avec l'intrusion - dans les années soixante et sous l'emprise américaine - de la mercatique dans un secteur où l'oeuvre d'art censée n'avoir pas de prix est devenue hors de prix et incompréhensible au public.

Était-elle réellement artistique cette « production » contemporaine d'objets non identifiés que l'on vit, depuis trente ans encensée par une critique et une intelligentsia stipendiées par les galeristes, subventionnée par les pouvoirs publics, muséifiée, promue par des banquiers et des commissaires-priseurs (aujourd'hui déconfits) flanqués de prétendus experts, et écoulée comme toute marchandise frelatée à une clientèle de gogos peu regardants sur la qualité esthétique : nouveaux riches en quête de signes de reconnaissance, spéculateurs peu avisés ou blan-

chisseurs d'argent sale.

N'en déplaise à M. Dagen, cet ersatz d'art n'est pas en crise : il est mort. Nul et non avvenu. On ne s'en plaindrait pas si une certaine « artocratie » ne persistait comme lui et avec une logomachie d'agrégés de philosophies à louer une production qui à l'origine relevait du canul'art (Dada et l'urinoir de Duchamp, le pop'art...) puis du bricol'art et de l'imposture, et que le public - désemparé en matière artistique comme il l'est en politique parce que privé de repères - continue de rejeter massivement en dépit des trente années d'efforts consentis par ces artocrates à prétendre éduquer son goût.

Mais, que l'on vienne, comme Jean Clair, Jean-Philippe Domecq ou Jean Revol à dénoncer les impostures du siècle, ou, comme Yves Michaud à déclarer que « *si l'art va mal, les artistes, eux, se portent bien et créent à qui mieux mieux des oeuvres de qualité* », l'on est immédiatement taxé d'être bourgeois, inculte, réactionnaire, fasciste et antisémite, avec en sus quelques louches de mépris et d'arrogance à la sauce Juppé. Être sensible à l'esthétique, à l'harmonie des formes et des couleurs, à l'équilibre et au

rythme de la composition, au style, serait aussi inconvenant que de se prévaloir des valeurs pétainistes : travail, famille, patrie. Hors de la culture du pathos et de l'horreur, il n'y aurait que ringardise et haine de l'art. Curieux dogmatisme aux remugles de terrorisme intellectuel évoquant ces temps - pas si éloignés - où ces maîtres auto-proclamés de l'herméneutique cautionnaient les régimes soviétique, chinois, cubain, dans le même temps qu'ils se félicitaient de voir New-York devenir La Mecque de l'art contemporain. Preuve que « la trahison des clercs » est toujours un phénomène récurrent et que les prétendus experts d'aujourd'hui risquent fort de n'être guère plus perspicaces que leurs aînés qui passèrent à côté de Van Gogh, Gauguin, Cézanne, de Staël ou Bissière.

« *Il n'y a d'oeuvre d'art, précise heureusement Rainer Rochlitz, que si la qualité artistique qu'elle ambitionne peut être justifiée et partagée* ».

Guy LECLERC-GAYRAU

(1) Jean Revol, « **Faut-il décourager les arts ?** », Éd. La Différence, (prix franco : 145 F) - Rainer Rochlitz, « **Subversion et subvention** », Gallimard, (prix franco : 110 F) - Philippe Dagen, « **La haine de l'art** », Grasset, (prix franco : 100 F) - Jean Clair, « **La responsabilité de l'artiste** », Gallimard, (prix franco : 95 F) - Yves Michaud, « **La crise de l'art contemporain** », P.U.F., (prix franco : 105 F). (2) Jean-Philippe Domecq - « **Artistes sans art** » - Éditions *Esprit* - prix franco : 135 F.

Manifestez-nous votre soutien en adhérant à la N.A.R. !

BERTRAND  
RENOUVIN

## UNE TRAGÉDIE BIEN FRANÇAISE

Le Front national  
contre  
la nation

Ramsay

« *Parce qu'il sait ce qu'est la tradition, Renouvin dénonce la posture et l'imposture lepénistes* ».

Joseph Macé-Scaron  
*Le Point*

« *Ce n'est pas un pamphlet. Bertrand Renouvin refuse la facilité. Sa critique du programme frontiste est démontrée par une analyse historique et sociologique. (...) A peine sorti, ce livre suscite déjà de nombreux débats.* »

Robert Gesnot  
*Libération Champagne*

### BON DE COMMANDE

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal/Ville : .....

.....  
passe commande d'« **Une tragédie bien française** » au prix de 115 F franco.

Royaliste,  
17, rue des Petits-  
Champs, 75001 Paris

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« **abonné des mercredis** » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● **Mercredi 7 janvier** : Chercheur au CNRS, spécialiste de la communication, citoyen engagé (notamment comme co-auteur de l'Appel de Strasbourg) **Philippe BRETON** prolonge son précédent ouvrage, qu'il avait bien voulu nous présenter, par une réflexion sur « **La Parole manipulée** ». Avec lui, nous apprendrons à distinguer les différents modes de manipulation et à décortiquer les techniques dont nous sommes quotidiennement victimes. Mais comment redonner vie et force à la parole, donc à la liberté d'expression ? Tels spectateur, lecteurs, militants, nous sommes tous concernés.

● **Mercredi 14 janvier** : Pourquoi la Révolution française est-elle passée d'une conception très ouverte de la citoyenneté à une logique d'exclusion et de persécutions ? Comment la figure souvent admirée de l'étranger est-elle devenue une forme monstrueuse qui englobait tous les ennemis du pouvoir révolutionnaire ? **Sophie WAHNICH** répond à ces questions dans un remarquable ouvrage qu'elle viendra nous présenter : étudier « **L'Étranger dans la Révolution française** », c'est mieux comprendre notre conception de la citoyenneté et, aussi, la logique xénophobe dont nous sommes menacés.

● **Mercredi 21 janvier** : Résistant, déporté, engagé en Indochine puis en Algérie, acteur du putsch d'Alger en 1961, condamné à une lourde peine de prison, le Commandant **Helie DENOIX DE SAINT-MARC** a récemment publié un livre de mémoires (*Les Champs de Braise*) qui a rencontré un vif succès. C'est avec un très grand intérêt que nous recevrons cet acteur lucide d'une histoire à tous égards tragique, dont l'itinéraire dément les amateurs d'explications simplistes. Pour les témoins de la décolonisa-

tion, pour les militants qui se trouvaient dans le camp adverse, pour les plus jeunes de nos auditeurs, le Commandant Denoix de Saint-Marc donnera son « **Témoignage pour l'histoire** ».

● **Mercredi 28 janvier** : Nous suivons avec une amicale attention les recherches publiées par la *Revue du M.A.U.S.S.* et nous avons engagé avec son directeur un passionnant dialogue à l'occasion d'un livre qu'il avait publié avec Jean-Pierre Le Goff sur les grèves de 1995. La publication d'un numéro sur le capitalisme nous donne l'occasion de reprendre le débat. Avec **Alain CAILLÉ**, nous nous demanderons « **Comment peut-on être anticapitaliste ?** », ce qui implique une réflexion sur la nature du capitalisme, et une exploration des voies par lesquelles une nouvelle politique économique pourrait mettre en pratique la contestation du capitalisme.

Pour recevoir régulièrement le programme des « **mercredis** » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « **carte d'abonné** » (50 F pour l'année)

### ILE-DE-FRANCE

**FORMATION** - Samedi 10 janvier à 14 h 30 quatrième séance du séminaire de formation des militants et sympathisants d'Ile-de-France. Thème : « **Le marché** (Le marché introuvable - L'idéologie du marché - La doctrine libérale

en économie - Fiction du marché et volonté de puissance). Animée par Bertrand Renouvin, les séances durent 1 h 30 (Trois quarts d'heure d'exposé suivis d'un débat). **RÉUNION MENSUELLE** - Samedi 10 janvier à 16 h,

réunion mensuelle de la Fédération. Cette réunion est ouverte à tous ceux qui veulent aider à l'action de la NAR. Les sympathisants sont tout spécialement invités à venir prendre contact avec nous à cette occasion.

### INTERNET

A titre expérimental, nous avons ouvert depuis quelques mois un site Internet pour *Royaliste*. Son adresse :

<http://www.mygale.org/10/francisc/royaliste/>

Lecteurs internautes, n'hésitez pas à vous connecter et à nous faire part de vos suggestions. Merci aussi de nous signaler tous les sites à caractère royaliste (en particulier ceux concernant les pays étrangers) ainsi que ceux des autres formations politiques.

### Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : .....

Prénom : .....

Date de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : .....

.....  
désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

# A quoi servent les royalistes ?

**C**ela va presque sans dire : les royalistes sont des citoyens qui veulent favoriser l'institution en France d'une monarchie royale. Grâce au général de Gaulle, le projet est sur la bonne voie puisque la V<sup>e</sup> République est une monarchie républicaine. Mais il faut encore couronner la démocratie par la dynastie royale qui incarnera la continuité historique de notre nation millénaire et qui représentera l'ultime garantie de la justice et de la liberté.

Ceci posé (1), à quoi peuvent donc bien servir les royalistes dans la nation telle qu'elle est, au regard des enjeux politiques, du désastre social, et d'une possible tragédie ?

Le premier élément de la réponse est dans l'intitulé de la question : la vocation des royalistes est de servir leur pays sans poser de préalable sur le régime politique parce qu'ils prennent au sérieux le civisme républicain - c'est-à-dire le souci du bien commun. Ce service civique n'est pas accompli avec l'arrière-pensée d'une conquête du pouvoir et d'une attribution de privilèges puisque l'institution de la royauté implique la disparition de tout parti ou mouvement royaliste.

La traduction concrète de ce service civique est la conséquence toute simple d'une conviction fondamentale : la monarchie garantissant plus que tout autre régime l'arbitrage, les royalistes servent à penser cette fonction arbitrale et à défendre toutes les médiations politiques et sociales qui empêchent les confrontations nécessaires et les

conflits inévitables de dégénérer en pure et simple violence.

Aussi se préoccupent-ils des prérogatives du président de la République, de la fonction éminente de l'État, du rôle des partis et des organisations syndicales. Pas seulement pour des questions de principes : l'enjeu suprême est la paix civile, trop souvent menacée. Les médiations invoquées sont indispensables pour décourager l'esprit de



guerre civile, mais il est également nécessaire de veiller au bon équilibre des forces démocratiques. Les royalistes s'efforcent d'y contribuer en incitant les partis politiques à retrouver le fil de leur tradition, à repenser leurs valeurs, à les exprimer dans l'action - tant il est vrai que les partis qui deviennent de simples instruments de conquête du pouvoir et de distribution des privilèges sont voués à l'auto-destruction.

Qu'on ne prenne pas, cependant, les royalistes pour des bénisseurs, indifférents aux luttes quotidiennes. Pour eux, la royauté n'est qu'un moyen de répondre à ce qui constitue

l'exigence même de la politique : la justice, en vue de la liberté. Cette exigence est trop forte pour qu'on attende la réalisation d'un idéal institutionnel. Il y a donc, pour les royalistes, nécessité d'engagements immédiats et concrets. Loin d'être inspirés par l'opportunisme ou par des intérêts sociaux, ils découlent eux aussi des principes et des valeurs qui constituent leur tradition. Au cœur de celle-ci, on trouve en effet le respect des lois imprescriptibles (l'hospitalité, le respect de la personne humaine), l'idée de l'État de droit, les principes de la nationalité (filiation et droit du sol), les valeurs proclamées par la Déclaration des Droits de 1789, rédigée par les monarchiens. Les royalistes participent donc, en toute connaissance de cause, au combat contre le racisme et contre toutes les formes de totalitarisme, et aux luttes contre les processus économiques qui aboutissent à l'exploitation de la personne humaine et à la négation de sa dignité.

Tels sont les services que les royalistes s'efforcent de rendre dans le moment présent, selon la mémoire de la nation (toute la mémoire, sans rien retrancher ni récuser, puisque le royalisme n'est qu'un élément de l'identité collective) et dans la fidélité au projet commun. Voilà pourquoi ils comptent beaucoup d'amis français et étrangers qui n'acceptent pas toutes leurs solutions institutionnelles, mais qui participent volontiers à leurs réflexions et à leurs combats.

Dès lors, les royalistes peuvent aider à la reconstitution d'un grand « parti des politiques » capable de rassembler, contre la double menace du libéralisme économique et du national-populisme, celles et ceux qui veulent faire prévaloir le souci de la République, du bien commun.

**Bertrand RENOUVIN**

(1) Pour de plus amples développements, cf. *Royaliste et Citoyen*, brochure 56 p. - 35 F franco.